

AIDE AU DEVELOPPEMENT

Et si on commençait par la base?

Dans un contexte de crise sanitaire sans précédent, Action contre la Faim, Action Santé Mondiale, Coalition Education, Coalition Eau, One, Oxfam et Solidarité Sida lancent la campagne “Aide au développement, et si on commençait par la base?”. Nos organisations rappellent à la France ses responsabilités vis à vis des pays les plus pauvres et insistent sur l’urgence de renforcer l’impact social de son aide au développement.

La pandémie de la Covid-19 et ses conséquences mettent à mal l’accès aux services les plus basiques – tels que la santé, l’éducation, l’eau, l’assainissement et l’hygiène ou encore les systèmes de protection sociale – partout dans le monde, mais les répercussions sont d’autant plus préoccupantes dans les pays les plus pauvres, avec un **creusement des inégalités alarmant**. Ces services sociaux de base souffrent d’un **désinvestissement chronique des Etats**, mettant en péril la vie de millions de personnes, et notamment celle des populations les plus vulnérables et minorisées. L’Afrique subsaharienne – qui compte des taux de pauvreté parmi les plus élevés du monde – est particulièrement menacée. Pourtant, les investissements de la France ne sont pas à la hauteur des besoins et de l’urgence de la situation : en 2018, ces services représentent **moins de 20% de l’aide française au développement**.

Nos organisations demandent à la France de mener une **politique de coopération au service de la réalisation des droits fondamentaux de tou-te-s et de l’accès universel et équitable à des services sociaux de base publics, abordables et de qualité**. Une condition essentielle à **la réduction de la pauvreté et des inégalités** dans le monde, **notamment de genre**. C’est pourquoi la France doit urgemment renforcer son **engagement financier** en faveur de ces services essentiels, en y consacrant **à minima 50% de son aide au développement et en mettant la priorité sur les dons et l’appui au secteur public dans les pays les plus pauvres et la lutte contre toute forme de privatisation discriminante**.

La nouvelle loi de programmation relative à la solidarité internationale et la lutte contre les inégalités mondiale attendue en Conseil des Ministres en novembre, le sommet *Finance in common* qui rassemblera à Paris l’ensemble des 450 banques publiques de développement mais également les nouvelles stratégies cadre de l’Agence Française de Développement (Stratégie 100% Lien Social et Cadre d’objectifs et de moyens) sont autant d’opportunités politiques de mettre les services sociaux de base au cœur des financements pour le développement.

TÉLÉCHARGEMENT

🔗 [Document de positionnement #Commençonsparlabase](#)